

EXPOSE DE L'ETAT

Madame Claude KISSMATA (KISSMATA) et Monsieur Joseph-Étienne Bernard (BERNARD) se sont mariés le 11 novembre 2014 devant l'officier d'état civil de Tignes.
Aucun enfant n'est né de cette union.

Par registre du 29 septembre 2014, Madame Claude KISSMATA (KISSMATA) demande que soient relaxées des mesures de protection sur le fondement des articles 113-9 et suivants du code civil.

L'officier a été convoqué à l'audience du 14 octobre 2014.

La partie demanderesse est présente et assiste.

Monsieur Jean-Étienne Bernard (BERNARD), défendeur, également cité à l'acte en dernier lieu convoqué le 14 octobre 2014 n'a pas comparu.

Le procureur de la République a été également avisé et ne s'oppose pas à la demande.

Il a été procédé à l'audience de Madame Claude KISSMATA (KISSMATA).

Madame Claude KISSMATA (KISSMATA) expose l'urgence de ses demandes et sollicite :
- qu'il soit fait introduction à Monsieur Jean-Étienne Bernard (BERNARD) d'office en matière avec Madame Claude KISSMATA (KISSMATA) de quelques faits qui se sont,
- qu'il soit statué sur le dispositif exposé des faits,
- qu'elle soit autorisée à divulguer ses données ou sa situation et à être divulguée auprès de l'Union européenne qu'il existe et la représente
- qu'elle soit autorisée à être présentée à l'acte judiciaire.

Elle explique que son mari a quitté le domicile conjugal le juillet 2014 ; qu'il s'est volontairement soustrait principalement du fait des actes qu'il commet avec ses enfants d'une manière violente ; qu'il commet une agression contre ses enfants qu'il a menacé de leur violence à plusieurs reprises ; qu'elle vit dans la peur qu'il mette les enfants à maltraiter et que son état de santé est devenu dégradé, à tel point qu'elle a dû être hospitalisée.

EXPOSE DE LA DEMANDE

Selon les dispositions de l'article 113-9 du code civil lorsque les victimes exposées au sein de couple ou par un autre conjoint, un autre partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou un autre membre d'un ménage violent ou danger le personnel qui se voit victime, ou plusieurs enfants, le juge aux affaires familiales peut délivrer en regardant une ordonnance de protection.

Selon les dispositions de l'article 113-11 du même code l'ordonnance de protection est délivrée par le juge aux affaires familiales, et celle-ci se va des éléments probés devant lui et contradictoirement établis, qu'il existe des raisons sérieuses de considérer comme compromettant la conservation des faits de violence allégués et le danger auquel la victime est exposée.

Sur la recevabilité des raisons exposées et de la mise en danger de la victime :

Il ressort des pièces du dossier et des débats à l'audience que le comportement de Monsieur Jean-Étienne Bernard (BERNARD) est volontairement menaçant vis-à-vis de Madame Claude KISSMATA (KISSMATA) ; qu'il a donc fait preuve d'une violence agressive vis-à-vis de son épouse ainsi qu'en particulier par les deux actes constatés du 29 juillet et du 8 août et la plainte en date du 7 septembre ; qu'il a donc posé à plusieurs reprises des menaces de mort à son épouse particulièrement circonstanciées et violentes.